

**Contrat** : MULTIRISQUE PROFESSIONNELLE DU  
BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

**Numéro** : 191022369 G - MCE - 001

SAS A.T.H.ASSAINISSEMENT TERRASSEME  
12 CHEMIN DU POTEAU BLANC  
CHEZ MR HUG RUDY  
91460 MARCOUSSIS

## **ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE TRAVAUX PUBLIC**

Fonctionnant selon les règles de capitalisation

L'entreprise d'assurance BPCE IARD atteste que SAS A.T.H.ASSAINISSEMENT TERRASSEME n° SIREN 848500088, 12 CHEMIN DU POTEAU BLANC CHEZ MR HUG RUDY 91460 MARCOUSSIS est titulaire d'un contrat d'assurance de responsabilité de nature décennale n° 191022369 G 001 pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2026.

### **1. PÉRIMÈTRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE**

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- à l'activité professionnelle suivante :
  - METIER DE LA VOIERIE ET RESEAUX DIVERS
  - VOIRIES RESEAUX DIVERS ( VRD )
  - TERRASSEMENT

Pour plus d'informations sur vos activités, se référer à l'annexe jointe "Périmètre ou complément de vos activités".

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du Code des assurances.
- aux travaux réalisés en France et en Principauté de Monaco.
- aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15 000 000 €.
- pour des marchés de travaux dont le montant HT n'est pas supérieur à 600 000 €.

- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - o pour des travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P<sup>1</sup> ou à des recommandations professionnelles acceptées par la C2P.
  - o pour des procédés ou produits faisant l'objet, au jour de la passation du marché, d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (Atec), valides et non mis en observation par la C2P.
  - o pour des procédés ou produits faisant l'objet, au plus tard le jour de la réception (au sens de l'article 1792-6 du code civil), d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (Atex) avec avis favorable.

<sup>1</sup> Les règles professionnelles acceptées par la C2P (commission prévention produits mis en oeuvre par l'Agence Qualité Construction), les recommandations professionnelles acceptées par la C2P et les procédés ou produits mis en observation par la C2P sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.**

## 2. ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code. La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.	<b>• En Habitation :</b> Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.
	<b>• Hors Habitation :</b> Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.
	<b>• En présence d'un CCRD :</b> Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.
Durée et maintien de la garantie	
La garantie couvre, pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Pour toute opération d'un coût total de travaux et honoraires supérieur à 15 millions d'euros HT, la souscription d'un Contrat Collectif est vivement recommandée.

**3. GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE**

<b>Nature de la garantie</b>	<b>Montant de la garantie</b>
Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.	10 000 000 € par sinistre
<b>Durée et maintien de la garantie</b>	
Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

#### **4. GARANTIES COMPLÉMENTAIRES**

<b>Nature de la garantie</b>	<b>Montant de la garantie</b>
<b>Effondrement, catastrophe naturelle</b>	610 000 €
<b>Garantie de bon fonctionnement</b>	1 220 000 €
<b>Garantie du sous-traitant lorsque la responsabilité du titulaire du marché est engagée sur le fondement de la garantie de bon fonctionnement</b>	1 220 000 €
<b>Dommages aux existants divisibles</b>	500 000 €
<b>Garantie du fabricant</b>	305 000 €
<b>Dommages immatériels consécutifs</b>	305 000 €
<b>Dommages aux ouvrages ne relevant pas de l'assurance obligatoire</b>	250 000 €
<b>Dommages intermédiaires</b>	153 000 € par année d'assurance

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait le 16 février 2026  
Pour BPCE IARD



Laurent Tollié  
Président du directoire

#### **BPCE IARD**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 50 000 000 euros entièrement versé  
Entreprise régie par le code des Assurances - 401 380 472 RCS Niort - code APE 6512 Z  
N° TVA intracommunautaire : FR 15 401 380 472  
Siège social : Chaban 79180 CHAURAY - Adresse : Chauray - BP 8410 - 79024 Niort Cedex 9

# ANNEXE DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE

## PÉRIMÈTRE OU COMPLÉMENT DE VOS ACTIVITÉS

### METIER DE LA VOIERIE ET RESEAUX DIVERS

Réalisation de réseaux de canalisations d'eau, de réseaux enterrés ou aériens de distribution électrique ou VDI (Voie Données Images), d'éclairage, et leurs supports, de voiries, de réseaux d'assainissement collectif, de systèmes d'assainissements autonomes filière traditionnelle et dispositifs non traditionnels agréés par publication au Journal officiel (notamment micro-stations), de parcs de stationnement non couverts, de formes d'ouvrages sportifs non couverts.

Cette activité comprend :

- le terrassement, les fouilles, sans utilisation d'explosifs ainsi que la forme comprenant le renforcement du sol par apport de chaux/ciment, pour une surface maximum autorisée de 3.000 M<sup>2</sup> par chantier,
- la réalisation de zones circulables privatives par tous matériaux,
- la réalisation de terrasses maçonnées, plages et margelles de piscines privatives, avec revêtement de surface en matériaux durs ou bois,
- la réalisation de poteaux et clôtures maçonnées ou non,
- la réalisation de murs ou parois autonomes de soutènement, y compris par enrochement non lié ou par gabions avec remplissage par pierres, pour une hauteur n'excédant pas 3 mètres du point le plus bas,
- la démolition ou déconstruction d'ouvrages sans utilisation d'explosifs,
- le déneigement et/ou désencombrement de voiries sans utilisation d'explosifs hors Assurance Responsabilité Civile Circulation Obligatoire des Véhicules Terrestre A Moteur,
- l'installation en extérieur de récupérateurs d'eau de pluie sans raccordement au réseau sanitaire,
- l'installation de mobiliers urbains et aires de jeux.

Sont exclus de cette activité :

- les stations d'épuration,
- les revêtements à base de résine avec ou sans incorporation de granulats,
- les travaux de dépose / traitement de l'amiante et du plomb,
- les travaux de démolition avec utilisation d'explosifs,
- le comblement de carrières, la dépollution des sols.